**Réactions à l’actualité**

Courriers reçus au SCP au cours de la semaine du 24 au 30 septembre 2016

Rappel, la semaine dernière : Prix d’homme d’Etat de l’année, Alstom, Conditions de travail des infirmiers, Calais- accueil des réfugiés, Cérémonie aux Invalides …

***Déplacement à Calais / accueil des réfugiés : modéré***

**Les conséquences du démantèlement de la « jungle » de Calais et la visite du Président de la République sur place ont suscité 26 messages, majoritairement critiques**.

65% expriment leur hostilité quant à l’accueil des réfugiés en faisant part de leur désarroi concernant la décision *« d’éparpiller les migrants, donc d’augmenter les risques sécuritaires »* sur l’ensemble du territoire. Si parmi les habitants des communes concernées, certains regrettent l’absence de consultation citoyenne, ils supplient le Chef de l’Etat de trouver une autre solution : *«  je vis suffisamment dans la peur, ne nous faites pas ça ».* A l’inverse, près d’un quart l’encouragent dans sa démarche en lui rappelant que la France est *« une terre d’accueil et doit le rester ».* Afin de pallier l’hostilité de certaines communes, un correspondant propose de récompenser les *« bons élèves »* par un *« label de respect des valeurs de la République ».*

A noter que **seuls trois Français ont commenté le déplacement du Président à Calais, le jugeant *« inutile »*.**

***Non revalorisation des pensions de retraite : modéré à fort***

Parmi les quelques 40 réactions à **l’annonce de l’absence de revalorisation des pensions au 1er octobre prochain, l’incompréhension et l’amertume dominent** : *« Quel mal les retraités ont-ils fait ? »*. Ces retraités se disent « *pénalisés* » par le gel de leur pension « *pour la 3ème année consécutive* » qui a pour conséquence directe de bloquer leur pouvoir d’achat alors que « *tout augmente : la nourriture, les soins, bientôt la redevance télé* »*.*

Si la plupart exprimentleurs difficultés à gérer un budget très contraint, une dizaine réfutent avec force l’argument d’une trop faible inflation : « *C’est faux. Comment se fait-il alors que les salariés et les minima sociaux sont eux augmentés ?*».

***Hommage aux Harkis : modéré***

La reconnaissance de la responsabilité de la France dans l’abandon des Harkis lors du discours du 25 septembre a été commentée par 15 correspondants.

Si **les deux tiers remercient chaleureusement le Président de la République** pour son *« discours de vérité »,* 3 assimilent cet hommage à une *« récupération politique »* en vue des prochaines échéances électorales : *« un hommage tardif qui permet de récupérer des voix ».* Par ailleurs, 2 autres regrettent que le Chef de l’Etat n’ait pas abordé le cas des pieds noirs, *« abandonnés  au même titre que les Harkis »* par le gouvernement français.

***Bombardements en Syrie – Alep : modéré***

**Une quinzaine de personnes sont revenues avec émotion sur la situation humanitaire** qui prévaut notamment à Alep suite aux bombardements. **Les propos du Chef de l’Etat à l’ONU sont entrés en résonnance avec l’émotion** et le sentiment d’impuissance ressenti devant ces images largement diffusées dans les médias : « ***ça suffit oui ça suffit****, trop de larmes, de victimes, le cessez-le-feu a duré moins d'une semaine, la trêve humanitaire et les négociations politiques n'ont pu débuter* ».

Près de la moitié d’entre eux demandent au Président de la République d’engager une intervention humanitaire internationale en urgence pour venir en aide à la population : « *Ces actes sont la honte de notre civilisation et laisser les gens dans cette situation est criminel*».

L’autre moitié ont plus particulièrement porté leur regard sur les forces opposantes dans le conflit syrien, dénonçant le soutien de la Russie au régime de Bachar El-Assad comme la menace principale pesant sur les populations civiles : « *Il est du devoir de la France d'intervenir auprès des belligérants pour faire cesser ces atrocités. N'est-il pas possible d'intervenir auprès de Monsieur Poutine? L'Europe ne peut-elle pas peser de tout son poids ?* ».

***Remise du prix d’homme d’Etat de l’année : modéré, stable***

Comme la semaine dernière, la remise du prix d’Homme d’Etat de l’année a été l’occasion pour une dizaine de correspondants de féliciter le Président pour cette distinction, contre 3 commentaires acerbes.

***Situation post-électorale au Gabon : modéré à faible***

Avec 11 correspondances cette semaine, **la confirmation des résultats du scrutin n’a pas entraîné de rebond dans la mobilisation.**

Seul un collectif gabonais a tenu à dénoncer la « *connivence* » de la cour constitutionnelle avec le président sortant, la plupart des messages continuant majoritairement d’être constitués de dénonciations d’exactions sur la population et « *d’arrestations arbitraires depuis la réélection d’Ali Bongo* » : « *la cour a rejeté le recours déposé par J. PING et s'est concentré sur un contre recours déposé par Bongo. Durant les jours et les heures qui ont précédé cette déclaration, les Gabonais ont été pourchassés, enlevés, torturés, tués* ».

Dans cette logique, les courriers sont très généralement suivis d’appels à une intervention de la France et/ou de la communauté internationale « *pour que triomphe la volonté du peuple au Gabon* ».

***Inauguration de l’imprimerie de Dammartin : très faible***

L’inauguration de l’imprimerie ainsi que la remise de la Légion d’honneur aux deux otages des frères Kouachi n’ont engendré que **cinq réactions.**

Saluant la présence du Chef de l’Etat, la plupart se sont dit *« fiers »* de pouvoir compter sur un Président proche de ses administrés : *« recevoir de vos mains la Légion d’honneur a dû être un moment fort pour eux, merci d’avoir pris le temps ».* Seul un Français a jugé ce déplacement inapproprié : *« croyez-vous que ce soit là votre rôle d’homme d’Etat ? »*

***Chiffres du chômage : très faible***

**Très peu commentés**, les chiffres du chômage pour le mois d’août ont conduit une poignée de correspondants à livrer leurs réflexions pour enrayer cette hausse.

Outre les propositions consistant à baisser les charges des entreprises ou à reculer l’âge légal de départ à la retraite, un changement de la méthode de calcul en s’appuyant sur les travaux du Bureau International du Travail est préconisé : « *au vu notamment de la démographie croissante et de l'âge de la retraite repoussé, le chiffre du nombre de chômeurs n'est pas représentatif alors que le chiffre relatif au Taux de chômage […] montre une réelle inflexion de la courbe. Ainsi, quand on conditionne sa candidature à ce sujet, il conviendrait de mettre tous les atouts de son côté !*».